

La voix de l'opposition de gauche

Le 3 novembre 2017

CAUSERIE

■ [Causerie au format pdf \(12 pages\)](#)

Avertissement. Le blog Les-cris.es.fr manipule ses lecteurs et ne supporte pas qu'on le démasque.

Un internaute écrit le 2 novembre :

- "Je me demande ce qu'on cherche ici. Kadhafi était, et Assad est toujours, au moins aussi "dictateur" qu'Al Sissi, les trois étant avant tout ennemis des Frères Musulmans. Il me semble que les deux premiers ont été plutôt soutenus ici. On parle de "deux poids deux mesures" ?

Ou alors, absolument tout est jugé à l'aune de l'hystérie de diabolisation des USA (que je n'angélise pas) : tout régime qui les combat est bon quoi qu'il fasse par ailleurs, et tout régime qui ne les combat pas est mauvais quoi qu'il fasse par ailleurs."

Un sbire de ce blog lui répond :

- "Ici, on ne cherche rien, on a déjà trouvé.

Tout simplement, le régime du Sissi est illégitime, tyrannique et criminel, comme le sont ceux qui l'ont mis en place, financé, armé et soutenu inconditionnellement en tout jusqu'à présent. Voilà la réalité toute crue."

Parce que les Frères Musulmans ne sont pas "financés, armés et soutenus inconditionnellement en tout jusqu'à présent" par "ceux qui les (avaient) mis en place" en Tunisie, en Egypte, en Syrie, ah non, ça a foiré, quel dommage ! Au côté d'Al-Qaïda ils ont quand même détruit une bonne partie de la Syrie, vous devrez vous en contenter en guise de compensation.

Bien pourri ce blog, n'est-ce pas ? Un modèle de démocratie cet "espace d'autodéfense intellectuelle" comme il se définit.

Sur absolument tous les sujets il tient un double discours, sauf un, il ne supporte pas qu'on remette en cause l'existence du capitalisme... et la version officielle du 11/9 ! Il n'a jamais soutenu Kadhafi ou Assad. Il a publié un tas d'articles où leurs auteurs se livraient au même exercice.

Morsi et les Frères musulmans, c'est la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Suisse et la Turquie, le Qatar, et le Parti démocrate d'Obama et Clinton, ainsi que le clan républicain de Mc Cain.

Sissi, c'est l'Arabie saoudite, le clan de l'oligarchie et des républicains qui soutiennent Trump.

Quant à la France, elle a soutenu Morsi quand il était au pouvoir ainsi qu'Obama, et elle soutient maintenant Sissi depuis que Trump est au pouvoir. Normal, puisqu'elle réagit en vassal du clan de l'oligarchie anglo-saxonne qui est au pouvoir ou qui est le plus puissant !

La situation mondiale est particulièrement complexe de nos jours, beaucoup plus qu'autrefois, outre le chaos qui y règne dans un grand nombre de pays, il faut ajouter la désinformation orchestrée par l'ensemble des médias, dont ceux dits alternatifs qui corrigent rarement leurs erreurs, une exception à ma connaissance, le Réseau Voltaire, et n'attendez pas que nos dirigeants (ou de vieux militants) en fassent autant.

Dossier sur l'Espagne.

La République : résolument oui ! L'indépendance : résolument non !

La Seconde Guerre mondiale impérialiste fut la réponse politique de l'oligarchie financière à la crise qui frappait le capitalisme et à la montée en puissance du mouvement ouvrier international. Elle ne mit pas un terme aux contradictions des lois de fonctionnement du capitalisme, et elle ne parvint pas à entamer la détermination du prolétariat mondial à lutter pour l'amélioration de sa condition ou pour le socialisme.

Bref, cet acte de barbarie ne permit ni de mettre fin à la crise du capitalisme ni de neutraliser la lutte de classe du prolétariat. Il lui permit juste de temporiser, de gagner du tout avant l'explosion de prochaines crises, qui allaient se produire dans un intervalle de plus en plus rapproché, toujours plus profondes et étendues au point de prendre un caractère permanent quelques décennies plus tard.

L'état de crise permanente du capitalisme allait devenir le facteur déterminant l'orientation de la stratégie politique que les sommets de l'oligarchie anglo-saxonne allait adopter et imposer au reste du monde. La Seconde Guerre mondiale impérialiste préfigurait ou était le signe avant-coureur de l'entrée en crise permanente du capitalisme, tout en sachant que dans le futur ils ne pourraient plus recourir à cet expédient pour y faire face. Il leur faudrait employer d'autres moyens à la fois sur le plan économique et politique.

Sur le plan économique ils avaient pratiquement les mains libres, puisque personne ne pouvait ou n'oserait contester leur pouvoir dans ce domaine. Constatant que les vieilles recettes étaient devenues obsolètes ou sans effet, en passant par différentes étapes avec le concours du législateur, ils allaient doter l'économie d'instruments financiers occultes ou de type mafieux, qui leur permettraient d'accroître leur pouvoir et leur fortune dans des proportions gigantesques ou pratiquement illimitées, de sorte qu'ils pourraient manipuler, instrumentaliser, contrôler les crises à venir du capitalisme sans que le pouvoir politique ou aucun Etat ne puisse s'y opposer, bref, ils allaient se donner les moyens de devenir enfin les maîtres incontestés du monde, et ils y sont en grande partie parvenus.

Sur le plan politique ils allaient avoir pratiquement les mains libres également, grâce au concours de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme qui avaient littéralement pourri le mouvement ouvrier, tandis que le prolétariat était incapable de se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire. Cela allait leur permettre de passer le moment venu à l'offensive contre les acquis sociaux et politique de la classe ouvrière à l'échelle mondiale. Aux institutions financières internationales qu'ils allaient créer pour soumettre l'ensemble des Etats à leur politique économiques ou leurs propres besoins, l'oligarchie allait créer leur pendant politique en mettant en place une multitude d'institutions politiques internationales ou continentales, supranationales, non élues et sans aucune légitimité populaire, qui allaient être chargées de se substituer aux Parlements nationaux à l'aide de traités qu'ils allaient tous signer, de sorte que les peuples allaient être spoliés de leurs droits politiques (mais pas totalement, on verra cela plus loin). Cette étape étant franchie ou cet objectif étant atteint, plus rien ne devait faire obstacle à l'adoption par tous les Etats de la stratégie économique élaborée par l'oligarchie et ses idéologues néolibéraux.

Sur le plan militaire, leur intégration à l'OTAN sous commandement américain ne sera qu'une simple formalité.

Voilà en gros les grandes lignes de l'orientation du capitalisme tel qu'on a pu l'observer depuis le milieu des années 40. Je ne suis pas entré dans les détails ou je n'ai pas fourni d'autres références historiques qui nous auraient distrait de l'essentiel. Mais vous pouvez vérifier que tous les événements importants qui se sont produits dans le monde ainsi que leur enchaînement confirme ce constat ou s'y intègrent parfaitement, ce qui ne signifie pas pour autant que l'oligarchie aurait atteint tous les objectifs qu'elle s'était fixé ou que sa stratégie ne comportait pas des lacunes, des faiblesses, des failles, dont une déterminante que nous allons aborder maintenant rapidement.

Ils ont eu beau créer une multitude d'institutions financières ou politiques internationales ou continentales, y intégrer les Etats en adoptant de nombreux traités pour spolier la classe ouvrière de ses droits politiques, il n'en demeure pas moins qu'ils n'ont pas pu aller au-delà, ils n'ont pas pu éliminer par une signature adossée au bas d'un traité les origines ou le développement multiséculaires de chaque peuple, leur histoire politique, leur culture, leur langue ou leurs particularités, etc. de sorte que tous les Etats continuent d'exister avec leur Constitution et leurs institutions nationales (élues au suffrage universelle), leur Premier ministre et leur gouvernement respectif responsable devant leur peuple, et bien que ces Etats soient devenus les vassaux d'institutions supranationales, ils demeurent aussi ou si ce n'est plus vulnérables que par le passé, car ils peuvent être renversés par un mouvement révolutionnaire qui romprait avec ces institutions supranationales, avec le capitalisme en instaurant une République sociale.

On aura compris que l'ensemble de la situation telle qu'elle ressort de l'évolution du capitalisme ou de l'orientation économique et politique impulsée par l'oligarchie particulièrement au cours des 4 ou 5 dernière décennies s'oppose frontalement à tout progrès social significatif, collectif, est incompatible avec l'expression même limitée de la démocratie, interdit toute remise en cause de l'ordre établi, les peuples exploités et opprimés doivent s'y soumettre impérativement ou être réprimés féroceement en cas de rébellion ou de soulèvement.

On aura compris que la tactique du mouvement ouvrier doit être subordonnée au combat politique pour l'abolition de la Constitution et le renversement des institutions nationales dans chaque pays de l'UE (et ailleurs), et que les masses exploitées qui constituent chaque nation doivent impérativement être unies pour affronter et vaincre leur ennemi, et malheur à celles qui seraient divisées face à un ennemi qui fait preuve d'une détermination, d'une solidarité ou d'une fraternité sans faille pour terrasser par tous les moyens à sa disposition le prolétariat révolutionnaire.

Si les travailleurs de toute l'Espagne se saisissent de la question de la République avancée par le prolétariat catalans comme un levier pour axer leur combat contre la Constitution et les institutions nationales espagnoles pour les abattre, nous devons les soutenir inconditionnellement en leur proposant d'aller plus loin, et d'instaurer une République sociale sur les débris de la monarchie parlementaire et du franquisme, à eux ensuite d'en déterminer la forme la plus appropriée dans le respect des aspirations de tous les peuples qui composent l'Espagne.

Réponse d'un "ignare" à deux courriels.

Le militant, qui m'a envoyé les deux courriels que j'ai reproduits avant-hier et auxquels j'ai répondu, a récidivé dans deux courriels, où il a fait preuve du même dogmatisme aveugle. Je vous en ferai grâce et je n'y répondrai pas.

Le premier était intitulé "*Ignardise*", le second était constitué de sélections de citations de Lénine et Trotsky uniquement destinées à justifier sa position en faveur de l'indépendance de la Catalogne donc de l'éclatement de l'Espagne en une multitude de micro-Etats...

Une multitude de fois dans mes causeries depuis 9 ans j'ai mis en garde les lecteurs contre ceux qui à court d'arguments ou de légitimité emploient de manière intempestive et détournée des citations des marxistes à seul fin de justifier leurs positions politique ou leur opportunisme.

A les entendre, les marxistes auraient partagé toutes les positions qu'ils ont adoptées hier ou aujourd'hui, ne prétendent-ils pas en être les héritiers (autoproclamés), ce qui, si c'était vraiment le cas, ne serait pas très flatteur pour Marx, Engels, Lénine et Trotsky, au regard du bilan politique de leurs disciples qui avoisine le néant. Or non seulement c'est complètement absurde du fait que le contexte politique a évolué depuis, ainsi que la société, le capitalisme, etc. de sorte que nous nous retrouvons souvent confrontés à des situations ou questions totalement inédites auxquelles autrefois les marxistes n'ont pas pu apporter de réponses politiques.

Que cela ne tiennent, à coup de citations tronquées minutieusement sélectionnées pour l'occasion, ils réussiront à leur faire dire ce qu'ils n'ont jamais dit. Si au moins ils portaient des faits et se contentaient de comparer ce qui est comparable, on pourrait admettre qu'ils fassent un usage circonscrit de certains passages des oeuvres des marxistes, mais ce n'est pas le cas ici, car c'est précisément dès qu'on tente d'aborder avec eux les faits qu'ils se dérobent derrière des citations ou des principes ou encore ils évoquent autres choses, comme si dans la situation il y avait justement des éléments qui contredisaient leur position ou leur théorie qu'ils substituent à la réalité. On aura l'occasion d'en reparler très prochainement lorsque cette mystification que constituait cette déclaration de l'indépendance de la Catalogne se sera volatilisée.

J'en profite pour préciser qu'il ne faut pas confondre le mot d'ordre de République valable pour toute l'Espagne, avec celui d'indépendance qui signifie la dislocation de l'Espagne. Nous sommes résolument pour l'établissement d'une République en Espagne, et farouchement contre l'indépendance ou la création de nouveaux Etats correspondant aux territoires de ses régions.

Nos dirigeants n'ont décidément absolument rien appris des développements des dernières décennies. Hormis inculquer des illusions dans la tête des militants, ils n'ont aucune stratégie.

L'adoption par le Conseil européen en 2007 du Traité de Lisbonne se substituant au Traité établissant une Constitution pour l'Europe (TCE) rejeté par référendum en France et au Pays-Bas en 2005, avait déjà démontré qu'il serait impossible de rompre avec l'Union européenne et d'appliquer une politique conforme aux besoins des travailleurs sans abolir au préalable la Constitution et les institutions nationales dans chaque pays, sans renverser l'Etat des capitalistes, tâche que seul le prolétariat révolutionnaire peut accomplir à la tête de l'ensemble des exploités. Puis 10 ans plus tard, l'expérience grecque l'a à nouveau prouvé après le référendum de 2015. Un an plus tard, le référendum sur le maintien ou non au sein de l'UE de la Grande-Bretagne l'a confirmé, la farce du "Brexit" ayant été planifiée par Cameron quelques années plus tôt lors d'une réunion... au Pentagone aux Etats-Unis, le pendant militaire de la Fed. Et ne voilà-t-il pas qu'un an plus tard, en 2017, on nous refait le même coup en Espagne avec la Catalogne, et quand on dit stop, stop trop c'est trop, on nous caractérise de petit bourgeois, de traître, de réactionnaire, d'opportuniste, c'est renversant, n'est-ce pas ?

Puisque l'auteur de ces courriels est un sympathisant ou un militant du POID, je le renvoie à la perspicacité, à la profondeur d'analyse de son principal dirigeant, Daniel Gluckstein, qui titrait son éditorial du 16 mai 2017 "*Quand un régime s'effondre...*", en France. Depuis, se serait-il effondré, évidemment non et vous pouvez encore attendre longtemps, lui et ses amis tenaient déjà exactement le même discours il y a un demi-siècle en arrière, avec de tels prophètes on va aller loin !

Ce que nous disons, c'est que la monarchie parlementaire espagnole fonctionne comme une République bourgeoise dite démocratique, les députés au Cortes, les maires, les députés des Assemblées régionales sont élus au suffrage universel, le Premier ministre est désigné (par le roi) parmi le groupe parlementaire qui détient la majorité, et c'est lui qui désigne les ministres de son

gouvernement, et les lois s'appliquent à tous les citoyens espagnols, exactement comme en France ou dans la totalité des pays de l'UE et bien d'autre pays dans le monde. Ce courant politique et d'autres le nient ou n'en parlent pas, ce qui est pire encore.

Partant de là, des faits, on est en droit de se poser les questions suivantes : Pour les travailleurs espagnols existe-t-il une différence entre ce régime et la République que les indépendantistes catalans viennent d'adopter ? Aucune pour l'essentiel. Alors pourquoi devrait-il se saisir de cette question ? S'en saisissent-ils ? Apparemment pas. Ne serait-ce pas plutôt les détourner du combat politique pour une République sociale qui abolirait la Constitution et les institutions espagnoles, qui romprait avec l'UE, qui s'attaquerait aux fondements du capitalisme pour satisfaire leurs besoins sociaux, de la révolution socialiste ? Cela ne préfigure-t-il pas une prochaine offensive du gouvernement contre les travailleurs ? Cela ne vient-il pas à point nommé pour détourner l'attention du peuple espagnol des affaires de corruption dans lesquelles le parti de Rajoy est embourbé, mais aussi certains dirigeants indépendantistes ?

Sans parti, sans programme, sans plan établi, sans direction, vous attendez quoi du processus engagé en Catalogne ? La seule question qui se pose à l'avant-garde ne serait-elle pas "celle de la conquête des masses", au lieu de marcher dans les combines pourries de la petite bourgeoisie réactionnaire catalane qui risquent de se terminer pour le prolétariat catalan par un bain de sang pire que les "journées" de juillet en 1917 en Russie ou celles de juin 1848 en France ?

En guise d'épilogue.

J'ai continué de lire quotidiennement ce que les uns et les autres ont écrit ses dernières semaines sur ce sujet, ils sont pratiquement tous alignés sur la même position favorable au démantèlement de l'Espagne, cela doit bien les faire marrer à Bruxelles.

Ils sortent tous les mêmes citations de Trotsky qui datent de près d'un siècle pour justifier leur position. J'ai cherché dans leurs documents (principalement ceux disponibles sur Internet) des éléments, des données chiffrées et détaillées, des faits précis qui permettraient d'étayer davantage ma position, en vain, chaque fois ils ne s'y attardent pas ou ils les citent en passant, donc ils sont inutilisables, donc je n'y fais pas référence, je ne vais tout de même pas les imiter.

Je n'ai pas réussi à savoir précisément à quel niveau se situait la mobilisation de la classe ouvrière dans le reste de l'Espagne que certains ont évoquée, à les entendre les masses de toute l'Espagne seraient devenues révolutionnaires, mais qui peut les croire sur parole en l'absence de données chiffrées, vérifiables, incontestables, certainement pas moi ou plus moi.

Ce n'est pas la politique, l'ethnologie ou l'anthropologie qu'il faut avoir étudiées pour comprendre ce que ces gens-là ont dans le crâne, mais l'archéologie ou la géologie !

Donnons la parole à une Espagnole vivant en Catalogne

- Ma vie en Catalogne, comment l'indignation a remplacé l'illusion par Laura Quijano (économiste)

Il y a 5 ans, la Catalogne m'était apparue comme un lieu propice à l'installation de notre couple. Lui, originaire de Majorque, avait déjà vécu dans six régions autonomes au cours de sa vie, dont de nombreuses années à Barcelone où ses parents s'étaient installés il y a plus de 30 ans. Née à Madrid, j'étais quant à moi peu attachée aux identités régionales ou nationales du fait de mon travail dans des milieux internationaux et des années que j'avais passées à l'étranger. C'est ici que nous avons fondé notre famille, ici que nos deux filles sont nées et ont passé toute leur vie.

Mon mari et moi avons commencé notre étape catalane dans l'enthousiasme: je m'étais inscrite à un cours de catalan, puis nous étions partis à la découverte des moindres recoins, traditions et

coutumes du lieu où nous avons choisi de vivre. Nous voulions nous intégrer, et non pas vivre ghettoïsés entre hispanophones. Pour nous, les drapeaux indépendantistes qui peu à peu fleurissaient aux balcons avaient quelque chose d'exotique.

Nous considérons le nationalisme catalan comme une gageure indépendantiste, car ses partisans disaient clairement que c'était le moyen d'obtenir des avancées économiques, sans que l'objectif soit véritablement d'aller jusqu'à l'indépendance. Mais ensuite sont arrivées les premières surprises, puis la stupéfaction et, enfin, une grande déception.

Notre première surprise a eu lieu au moment de trouver une école pour mes filles. Après en avoir visité au moins onze, entre écoles publiques et écoles sous contrat avec l'État, j'ai pu constater que la plupart se disaient sans rougir "catalanistes", et ce dès la première réunion d'information. Je ne m'imaginais vraiment pas une école publique à Madrid se déclarer "espagnoliste". J'ai aussi remarqué que sur les murs, seules des cartes de la Catalogne étaient affichées; je n'ai vu aucune carte d'Espagne ou d'Europe. Enfin, j'ai constaté que, dans la plupart des écoles, on commençait par l'apprentissage de l'anglais avant celui de l'espagnol, auquel deux heures de cours par semaine étaient consacrées en école primaire.

Autre surprise, juste avant le vote sur l'avenir politique de la Catalogne, en 2014, des activistes de l'Assemblée nationale catalane (ANC) ont sonné à ma porte dans le cadre d'une "enquête" sur l'indépendance. La première question était la suivante: "Lorsque la Catalogne sera indépendante, nous disposerons de 16 milliards supplémentaires à dépenser. À quoi souhaitez-vous que ces fonds soient attribués?" Toutes les questions suivaient le même schéma: une affirmation à visée de propagande dont la véracité n'est à aucun moment mise en doute, suivie d'une question piège.

Surprise encore: chaque week-end, plusieurs événements indépendantistes ont commencé à être organisés. Des courses à pied grand public, des paëllas, des sardanes, des foires. On monopolisait et on politisait l'espace public en faveur de la cause. On distribuait des ballons et des tracts, dans une campagne électorale permanente. J'ai dû refuser que des membres de l'ANC approchent mes filles pour leur donner des ballons. Et tout cela était considéré comme moderne et révolutionnaire.

Puis, lorsque ma fille de 4 ans m'a demandé pourquoi les autres enfants étaient Catalans et pas elle, ce fut la stupéfaction. D'où une petite fille pouvait-elle sortir une telle idée, elle qui suppose que chaque ville est un pays, qui ne fait pas la différence entre le concept de quartier, de région ou de pays, et dont l'identité n'est pas fermement établie? Selon quel critère peut-on affirmer que ma fille, qui a vécu uniquement en Catalogne depuis sa naissance, est ou n'est pas Catalane? Je préfère croire que ce n'est pas un professeur qui lui a mis cette idée en tête, mais plutôt un enfant innocent qui aurait dit cela en voyant qu'elle préférerait parler espagnol. Il n'empêche que ce symptôme est révélateur de l'obsession identitaire, présente dans tous les pans de la société.

Le 29 octobre, la stupeur s'est abattue lorsque nous avons reçu, par le groupe WhatsApp de l'école de mes filles, une invitation à un week-end de ce type sous couvert de "fête familiale et conviviale" dans l'enceinte de l'école. J'ai été sidérée lorsque j'ai protesté, non en raison de l'objet de la "fête", mais en raison de la manipulation qui faisait passer cela pour un événement familial et amical. En guise de réponse je n'ai reçu que des reproches, car l'information était soi-disant objective, et destinée aux personnes potentiellement intéressées.

L'incrédulité s'est installée lorsque des personnes de mon milieu, par ailleurs absolument privilégié au vu de la réalité espagnole (je vis dans la deuxième ville où le revenu par habitant est le plus élevé d'Espagne), qui ont un travail et des revenus décents et qui ont voyagé et bénéficié de bonnes opportunités, ont commencé à se dire "opprimées par l'État". Lorsque je vois de jeunes employés de mon entreprise, qui viennent travailler en grosse voiture, qui ont étudié intégralement en catalan, qui ont voyagé en Europe avec leur passeport espagnol, qui ont pu s'affilier à des

associations de tous bords et manifester dans les rues autant qu'ils le voulaient, tout cela dans une Catalogne faisant partie de l'Espagne, se déclarer "opprimés", je ne peux qu'en rire.

Mon incrédulité s'est encore renforcée à la lecture de leurs appels à l'aide désespérés sur Facebook, adressés à leurs amis d'autres pays, en raison des "abus de l'État espagnol". Tous ont voté le 1er octobre, aucun d'entre eux n'a été molesté; au contraire, ils ont été applaudis et n'ont pas manqué de prendre tous les selfies possibles, à partager sur les réseaux sociaux.

Stupéfaction encore lorsque la mère d'une élève qui me contait les bienfaits, la liberté et la joie d'avoir grandi dans une Catalogne faisant partie de l'Espagne n'hésitait pas à dire que, dans ce même contexte, elle lutterait pour l'indépendance et la "liberté du pays". À la question de savoir à quoi correspondait cette liberté à conquérir, elle m'a expliqué que cela consistait à "faire uniquement ce que nous nous voulons". Pour moi, la liberté d'un pays se mesure à l'aune de la somme des libertés des individus qui la composent, et je ne sais pas à qui correspond ce "nous", dans la mesure où, s'il existe une réalité qui se subroge à celle des individus, elle aurait justement pour conséquence de faire perdre leur liberté à nombre d'entre eux.

Finalement, l'indignation l'a emporté lorsque j'ai vu la résurrection de Franco sur papier glacé et sur des affiches de propagande, dans les discours politiques et citoyens. L'indignation, lorsqu'une collègue de travail m'a accusée pour la première fois d'être complice du franquisme. Ce qu'il ne faut pas entendre! À ma naissance, Franco était déjà mort. Comme beaucoup, je suis fille de parents qui ont lutté pour sortir de la dictature et nous offrir la liberté qu'ils n'avaient pas eue. Je ne comprends pas comment on peut rester franquiste après la mort de Franco, et jamais Franco n'a fait partie de nos discussions ou alternatives politiques, ni moi ni mes connaissances du Partido Popular. Jusqu'à mon arrivée en Catalogne, où soudain on m'a collé cette étiquette, pourtant diamétralement opposée à mes convictions...

On entend dire que l'Espagne a abandonné la Catalogne et de nombreux indépendantistes disent "qu'on les a perdus". Moi aussi, je me sens déçue et abandonnée par cette Catalogne des mensonges et des rêves irrationnels et impossibles, celle qui me pousse aujourd'hui à remettre en question le fait qu'il fasse bon y vivre, comme je le croyais il y a cinq ans. Cette Catalogne "m'a perdue", elle aussi, mais je ne m'en irai pas; je resterai, aux côtés de ceux qui ne veulent pas voir leur terre convertie en un pays au bord de la faillite morale et économique. Je resterai, tout en sachant qu'il nous faudra lutter pour défendre nos droits et contrecarrer un discours trompeur et bien huilé. Pour que mes filles puissent grandir ici, dans un pays libre. Fin

Bref, une "oppression" en remplace une autre...

C'est marrant, plus les jours passent et moins je me sens Catalan ! Bon, je n'étais pas Charlie non plus, ceci doit expliquer cela...

Catalogne: huit ministres en prison, mandat d'arrêt contre Puigdemont - AFP

Huit membres du gouvernement catalan destitué par Madrid ont été placés jeudi en détention provisoire par une juge d'instruction espagnole qui émettra vendredi un mandat d'arrêt européen à l'encontre de leur chef Carles Puigdemont, réfugié à Bruxelles.

La juge Carmen Lamela de l'Audience Nationale, tribunal chargé des affaires sensibles, "le fera durant la journée de vendredi", a assuré jeudi en fin de soirée à l'AFP une source judiciaire à Madrid.

Depuis Bruxelles, l'avocat de M. Puigdemont, Me Paul Bekaert, avait déclaré jeudi soir à la télévision flamande VRT: "Mon client vient de me dire que (le mandat d'arrêt) a été émis à

l'encontre du président et de quatre ministres qui se trouvent en Belgique" depuis lundi et ont refusé de se présenter au tribunal.

"Cela signifie dans la pratique que la justice espagnole va maintenant envoyer une demande d'extradition au parquet fédéral de Bruxelles", a-t-il ajouté.

Interrogé sur le point de savoir si le dirigeant séparatiste allait rester en Belgique, l'avocat a répondu: "Bien entendu. Il s'est engagé à coopérer pleinement avec les autorités belges".

Une fois la demande d'extradition transmise à la justice belge, celle-ci aurait 60 jours pour étudier le dossier. Au cas où sa demande d'extradition serait approuvée par un juge belge, M. Puigdemont fera appel, a précisé Me Bekaert.

Plus tôt dans la soirée, dans un court message diffusé par la télévision régionale catalane, le président catalan destitué par Madrid a "exigé la libération" de ses collègues incarcérés, affirmant que la décision de la justice n'était "plus une affaire interne espagnole" et que la communauté internationale devait "se rendre compte du danger" qu'elle constituait.

Vingt mille personnes, selon la police municipale, se sont rassemblées dans la soirée à Barcelone, à l'appel du mouvement indépendantiste Assemblée nationale catalane (ANC).

Un neuvième ministre, Santi Vila, qui avait démissionné avant la proclamation de la "République" et le seul à avoir répondu aux questions de la magistrature, pourra être mis en liberté provisoire moyennant le paiement d'une caution.

Dans son ordonnance, la juge explique l'ordre d'incarcération par le risque de fuite des inculpés.

Cinq membres du bureau du Parlement catalan, dont la présidente Carme Forcadell, ont quant à eux obtenu un report au 9 novembre de leur audition pour pouvoir préparer leur défense. AFP 3 novembre 2017

ACTUALITE EN TITRES

Après Jupiter, le "père Noël", le petit prince, Dieu et le pape.

- Emmanuel Macron répond au poème d'une ado britannique par un poème - LeParisien.fr

Si vous écrivez un poème à Emmanuel Macron, il pourrait bien vous répondre. C'est en tout cas ce qui est arrivé à Sophie, une Britannique de 13 ans. LeParisien.fr 1 novembre 2017

- Emmanuel Macron sera bien chanoine de Latran - LePoint.fr

"La Croix" révèle que le président de la République accepte le titre honorifique et qu'il a l'intention d'aller en prendre possession à Rome. LePoint.fr

- Phénomène de cour, isolement : peut-on encore parler au président Macron ? - LeParisien.fr

« Ce qui le fait sourire, c'est qu'il y ait des gens qui croient qu'on puisse encore lui apprendre des choses. Dieu est Dieu ! » LeParisien.fr

Un candidat unique à la direction du parti unique.

- En Marche : une élection et un seul candidat, Christophe Castaner - LeParisien.fr

Vous avez dit nouveau monde ? La course pour le poste de délégué général de la République en marche (LREM) se résumera à une candidature unique. LeParisien.fr

Quand le populisme est en proie à un crise d'infantilisme aiguë.

- Après cette séquence de "C à vous", Mélenchon dénonce une "manipulation d'enfants" - Le Huffington Post 1 novembre 2017

"Coup de froid" sur le "réchauffement climatique".

- Climat : un coup de froid sur l'Europe dans les décennies à venir ? - Franceinfo

Selon une recherche récente, une baisse brutale des températures est à prévoir dans les décennies à venir en Europe. Franceinfo 1 novembre 2017

ACTUALITÉ DU JOUR

La révolution numérique est antisociale en régime capitaliste ou la régression sociale en marche.

- Intelligence artificielle, vers le sans-contact humain - Liberation.fr

L'automatisation des services bancaires, notamment au Crédit mutuel-CIC, menace même les postes qualifiés. Liberation.fr 1 novembre 2017

- En France, 20 % des emplois menacés d'ici à 2020 - Liberation.fr

La dématérialisation en cours dans le secteur entraîne fermetures d'agences et suppressions de postes.

Moins 3 600 dans le réseau Banque populaire et Caisse d'épargne (BPCE), moins 2 500 à la Société générale, moins 750 à 850 au Crédit lyonnais, moins 640 chez BNP Paribas : au cours des derniers mois, plus de 7 000 suppressions de postes à l'horizon 2020, couplées à des fermetures de succursales, ont été annoncées par les principales banques françaises.

Avec, à chaque fois, le même discours : la nécessité de réduire la voilure pour faire face à la révolution numérique. Une évolution plutôt acceptée du côté syndical : «Les clients consultent leurs comptes par Internet, certaines agences tournent au ralenti, ce n'est pas illogique de les fermer», estime Denis Boutin, de la CFDT-BPCE.

En 2016, toutes banques confondues, les effectifs - en baisse depuis 2011 - ont chuté de 0,3 % selon la Fédération bancaire française (et de 0,6 % pour les seules banques commerciales, selon l'Association française des banques, AFP). Pour l'heure, la baisse est donc «modérée», note Luc Mathieu, de la fédération CFDT Banques. Mais qui, selon Régis Dos Santos, du Syndicat national de la banque (SNB), rattaché à la CGC, pourrait s'amplifier : «Les groupes ont annoncé des plans qui tournent autour d'une baisse de 20 % des effectifs à moyen terme. Mais cela ira au-delà. Le monde de la banque de détail est fragilisé et le mouvement de fermeture des agences est inexorable.»

Selon l'AFB, les démissions de collaborateurs représentaient en 2016 près d'un tiers des départs (31,1 %, contre 24,8 % en 2014). Soit à peine moins que les départs à la retraite (32,6 %). Preuve, s'il en fallait une nouvelle, de la dégradation des conditions de travail dans le secteur. Liberation.fr 1 novembre 2017

Le remplacement des hommes qui effectuent des tâches répétitives et abrutissantes par des machines ou des robots constitue un progrès social pour l'humanité, sauf qu'en régime capitaliste il se traduit par le chômage de masse et la pauvreté. Ce facteur ne contribue pas à la déshumanisation de la société puisqu'il libère les hommes d'un fardeau, en revanche ce sont ceux qui le mettent en oeuvre de nos jours qui le transforment en un puissant facteur de régression sociale.

- «On a été prévenus par lettre la veille de la fermeture de l'agence» - Liberation.fr

A Saint-Sauveur-Lendelin, dans la Manche, la permanence du Crédit agricole Normandie ne fonctionne plus que sur rendez-vous. Une défection de plus en plus récurrente en zones rurales qui provoque la colère des habitants.

Pour signifier la fin de sa permanence dans le petit bourg de Saint-Sauveur-Lendelin, dans la Manche, le Crédit agricole Normandie ne s'est pas embarrassé de grandes explications. Une affichette a été simplement scotchée sur la paroi vitrée de l'agence, ouverte jusqu'alors quatre matinées par semaine et désormais réservée aux entretiens sur rendez-vous. «Nos services évoluent, à compter du 1er novembre 2017 accueil dans notre agence la plus proche», explique, laconique, l'affiche en question. Suivent les horaires de l'agence de Périers, à sept kilomètres.

A l'intérieur, les clients de cette commune de 1 900 habitants se succèdent sans discontinuer. A la sortie, on papote, on se fait la bise. Et on ne décolère pas. «Ils se fichent du monde, fulmine un grand gaillard dans son blouson molletonné. On a été prévenus par lettre la veille de la fermeture de l'agence. Où on nous parle d'"évolution". C'est plutôt une régression ! Il paraît qu'on veut garder des petites communes, mais tous les commerces s'en vont.»

«Tout s'en va». Jean, 65 ans, ancien salarié d'une entreprise d'ébénisterie qui emploie toujours une vingtaine de salariés dans la commune, abonde. Et passe en revue la disparition successive des services à Saint-Sauveur. Le bureau de la Caisse d'épargne, puis le Trésor public, et maintenant le bureau du Crédit agricole. «Le plus embêtant, c'est pour les personnes âgées qui n'ont pas de moyens de locomotion pour aller à Périers ou à Coutances, relève un jeune retraité, se faisant l'écho du sentiment général. Il va rester un automate pour retirer du liquide, mais beaucoup préfèrent retirer leur argent au guichet. Personnellement, j'aimais mieux aussi gérer mes comptes à la banque, directement. Je n'ai pas d'ordinateur et c'est l'occasion de voir des gens.» Evelyne, ex-institutrice septuagénaire, est du même avis : «J'ai un ordinateur à la maison mais je ne m'en sers pas. M'adresser à une machine, je peux pas. Nos petites communes se meurent, mais c'est normal, tout s'en va.» Chez les commerçants, qui devront prendre leur véhicule pour aller déposer leurs recettes à Périers ou à Coutances, sans compter la baisse de fréquentation induite par la fermeture de l'agence, l'inquiétude aussi est grande. «C'est sûr, quand les gens se déplaceront pour aller à la banque, ils en profiteront pour faire leurs courses ailleurs», déplore Myriam, la boulangère.

Se faisant porte-parole de ce tollé, le maire de Saint-Sauveur-Lendelin, Patrick Leclerc, avec les élus de quatre autres communes environnantes également touchées par la fermeture de leur agence bancaire, a tenté une médiation. Sans succès. «Cette fermeture, ça a été la douche froide. On s'est senti trahis, lâche l'édile dans sa jolie mairie jouxtant l'église. On n'a même pas réussi à savoir sur quels critères ces décisions ont été prises. Ils partent du principe qu'on est tous sur Internet et nos smartphones. Mais dans nos communes rurales, ça ne se passe pas comme ça.»

«Bar-épicerie». A la direction du Crédit agricole Normandie, on évoque la baisse de fréquentation. Et on se veut rassurant. «Comme sur l'ensemble du territoire, on s'adapte, avec de nouveaux automates et on maintient notre présence. A Saint-Sauveur-Lendelin, on pourra toujours recevoir des personnes sur rendez-vous et, pour retirer des espèces, un point vert a été mis en place dans un bar-épicerie de la commune.» Pas convaincue, Pierrette, 60 ans, responsable d'une association dédiée à la préservation du patrimoine communal, n'en a cure : «Ils ont mis un nouvel automate, mais comment je fais pour déposer des espèces ? L'ancien slogan du Crédit agricole "le bon sens près de chez vous" n'a vraiment plus aucune raison d'être, il n'y a plus de proximité.» Liberation.fr 1 novembre 2017 Liberation.fr 1 novembre 2017

On ne voudrait pas être jeune aujourd'hui ou demain, et on plaint les plus vieux qui n'ont plus l'agilité intellectuelle requise ou la faculté de s'adapter aux nouvelles technologies qui bouleversent ou envahissent la société.

Ils osent tout

- Emmanuel Macron aurait pu devenir Premier ministre de François Hollande en février 2016 - francetvinfo.fr

Alors qu'il était déjà programmé pour prendre la relève de Hollande en 2017... Mais qu'est-ce qu'on est con, même Hollande l'ignorait...

- Corée du Nord: le témoignage "inestimable" du dissident Thae Yong-Ho sur l'état de son pays - Le Huffington Post

Il mérite au moins le prix Sakharov !

- Israël frappe un site industriel syrien près de Homs - Reuters

Israël n'est pas engagé dans le conflit syrien, foi des agences de presse qui le martèle depuis 6 ans...

- Près de neuf Européens sur dix ont désormais une mauvaise image de Donald Trump, selon un sondage - Franceinfo

Comme quoi c'est bien le clan de l'oligarchie qui s'oppose à sa politique qui détient les médias et les instituts de sondages. La machine à fabriquer du consentement a encore de beaux jours devant elle. A quoi bon la combattre nous disent nos détracteurs, ils ont raison, laissons-les manipuler la conscience des masses à leur guise...

- La CIA dévoile des archives de Ben Laden saisies lors de sa mort - AFP

Ils ont mis le temps pour les fabriquer...

- Yemen: trente morts dans un raid attribué à Ryad sur un marché - AFP

Tout le monde s'en fout...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- L'armée syrienne a repris le contrôle de Daïr az Zour - Reuters

L'armée gouvernementale syrienne et ses alliés ont repris à l'Etat islamique le contrôle total de Daïr az Zour, la ville la plus importante de l'est de la Syrie, a annoncé jeudi l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

L'Etat islamique tenait l'essentiel de la ville depuis 2014 à l'exception d'une large poche où étaient retranchés l'armée syrienne et 93.000 civils depuis trois ans.

La capitale provinciale est située sur la rive occidentale de l'Euphrate.

Daïr az Zour était importante pour l'Etat islamique parce qu'elle est située près de la frontière avec l'Irak, où le groupe djihadiste contrôlait également d'importants territoires.

Dans la province de Daïr az Zour, l'armée syrienne avance également vers la ville d'Albou Kamal, située à la frontière irako-syrienne. L'aviation russe a bombardé jeudi des cibles de l'Ei dans cette ville, a rapporté l'agence de presse RIA. Reuters 3 novembre 2017

ECONOMIE

Etats-Unis

- Jerome Powell choisi par Donald Trump pour présider la Fed - Reuters

Donald Trump a fait le choix de la continuité en nommant jeudi Jerome Powell, un des gouverneurs de la Réserve fédérale, pour succéder à Janet Yellen à la présidence de la banque centrale américaine.

Jerome Powell, qui est âgé de 64 ans, avait été nommé au conseil des gouverneurs de la Fed en 2012 par le président démocrate Barack Obama. Ce républicain modéré, juriste et banquier d'affaires, faisait figure de favori pour le poste et sa nomination n'a pas fait réagir les marchés qui l'avaient largement anticipée. Reuters 3 novembre 2017